

N° 5323<sup>1</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

---

---

**PROJET DE LOI**

**portant approbation de l'Accord relatif à la participation de la République Tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Hongrie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slovénie et la République Slovaque à l'Espace Economique Européen et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 14 octobre 2003**

\* \* \*

**AVIS DU CONSEIL D'ETAT**

(20.4.2004)

Par dépêche en date du 30 mars 2004, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de loi sous rubrique.

Au texte du projet de loi, élaboré par le ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, étaient joints un exposé des motifs ainsi que le texte des Actes à approuver.

A la date du 1er mai 2004, dix Etats adhéreront à l'Union européenne.

Aux termes de l'article 128 de l'Accord sur l'Espace économique européen, approuvé par la loi du 14 septembre 1993 (*doc. parl. 3650*), „tout Etat européen demande, s'il devient membre de la CE, ou peut demander, s'il devient membre de l'AELE, à devenir partie au présent accord ... Les modalités et les conditions d'une telle participation font l'objet d'un accord entre les parties contractantes et l'Etat demandeur. Ledit accord est soumis à ratification ou approbation par toutes les parties contractantes, conformément à leurs procédures respectives“.

Le Traité d'adhésion à l'Union européenne des dix nouveaux Etats membres prévoit à l'article 6, paragraphe 5, de l'Acte relatif aux conditions d'adhésion, que „les nouveaux Etats membres s'engagent à devenir partie, aux conditions prévues dans le présent acte, à l'accord sur l'Espace économique européen, conformément à l'article 128 de cet accord“.

D'après l'exposé des motifs, préalablement à la signature du Traité d'adhésion à Athènes, le 16 avril 2003, le Conseil européen a adopté le 9 décembre 2002 un mandat autorisant la Commission européenne à négocier à la fois au nom de la Communauté et au nom des Etats membres actuels l'élargissement de l'EEE. Ces négociations ont été conclues en juillet 2003. Aux termes d'une déclaration commune annexée à l'Acte final, par lequel ont été arrêtés le texte de l'accord, relatif à la participation des nouveaux Etats membres de l'Union européenne à l'Espace économique européen ainsi que les textes annexés audit accord, „les parties contractantes soulignent l'importance d'une ratification ou d'une approbation en temps utile par les parties contractantes actuelles et nouvelles conformément à leurs règles constitutionnelles respectives pour assurer l'élargissement simultané de l'Union européenne et de l'espace économique européen le 1er mai 2004“.

L'Accord par lequel les nouveaux Etats membres deviennent parties contractantes à l'accord EEE apporte différentes adaptations au corps même de l'accord EEE ainsi qu'aux protocoles dudit accord. Font également partie intégrante de l'Accord deux annexes, A et B. L'annexe B a trait aux modifications à apporter aux annexes de l'accord EEE.

Dans le contexte du projet de loi portant modification de la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant 1. l'entrée et le séjour des étrangers; 2. le contrôle médical des étrangers; 3. l'emploi de la main-d'œuvre étrangère, les modifications à l'annexe V (Libre circulation des travailleurs) de l'accord EEE revêtent un intérêt particulier: y est insérée une disposition intitulée „*Période de transition*“ aux termes de

laquelle „les dispositions provisoires figurant dans les annexes de l'Acte d'adhésion du 16 avril 2003 en ce qui concerne la République tchèque (annexe V, chapitre 1), l'Estonie (annexe VI, chapitre 1), la Lettonie (annexe VIII, chapitre 1), la Lituanie (annexe IX, chapitre 2), la Hongrie (annexe X, chapitre 1), Malte (annexe XI, chapitre 2), la Pologne (annexe XII, chapitre 2), la Slovaquie (annexe XIII, chapitre 2) et la République slovaque (annexe XIV, chapitre 1) sont applicables“. Aux termes de l'article 4, paragraphe 1er de l'Accord présentement soumis à l'approbation parlementaire, „les dispositions visées à l'annexe B du présent accord sont intégrées dans l'accord EEE et en font partie intégrante“. Le Conseil d'Etat part de l'idée que ces dispositions provisoires sont à considérer comme dispositions particulières applicables, durant la période de transition, à la libre circulation des travailleurs, au sens de l'article 28, point 5 de l'accord sur l'espace économique européen.

Les mesures nationales restreignant la libre circulation des travailleurs des nouveaux Etats membres ne devraient pas relever du nouveau protocole 44 à l'accord EEE „concernant les mécanismes de sauvegarde prévus dans l'acte d'adhésion du 16 avril 2003“ ni, par voie de conséquence, des conditions et procédures prévues aux articles 112 et 113 de l'accord EEE. Si le nouveau protocole 44 dispose que „l'article 112 de l'accord s'applique également aux ... mesures de sauvegarde contenues dans les dispositions provisoires sous les titres „période de transition“ de l'annexe V (libre circulation des travailleurs) ...“, ne sont cependant visées que les hypothèses où un Etat membre actuel n'applique pas de mesures nationales restreignant la libre circulation des travailleurs et est confronté à une situation où il subit ou prévoit des perturbations sur son marché de travail qui pourraient menacer gravement le niveau de vie ou d'emploi dans une région ou profession donnée (voir, à titre d'exemple, en ce qui concerne la République tchèque, l'annexe V, chapitre 1er, point 7, à l'Acte relatif aux conditions d'adhésion du Traité d'adhésion à l'Union européenne).

L'approbation parlementaire portera encore sur l'Acte final. D'après l'exposé des motifs, „sont annexés à l'Acte final quatre accords bilatéraux connexes conclus entre la Communauté européenne et, respectivement, la Norvège et l'Islande, dont les Parties contractantes ont pris note: un accord bilatéral CE-Norvège relatif à un mécanisme financier norvégien pour la période 2004 à 2009, un protocole additionnel à l'accord bilatéral de libre-échange CE-Islande de 1972, un protocole additionnel à l'accord bilatéral de libre-échange CE-Norvège de 1973 et un accord bilatéral CE-Norvège relatif à certains produits de l'agriculture. Il revient dès lors aux Parties contractantes de ratifier ledit paquet législatif“. Les quatre accords connexes dont question ci-dessus ne constituant pas des accords mixtes, ils n'ont pas à être approuvés par le législateur luxembourgeois. Les Parties contractantes ont d'ailleurs uniquement pris note de ces accords, soulignant que ces accords et protocoles sont les composantes d'une solution globale aux différentes questions à régler du fait de la participation des nouvelles parties contractantes à l'espace économique européen et que l'accord ainsi que les autres accords connexes devraient entrer en vigueur simultanément.

Quant à la forme, l'article unique du projet de loi sous avis ne donne pas lieu à observations.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 20 avril 2004.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*Le Président,*  
Pierre MORES